

Les subsides

Je voudrais citer quelques exemples à ce sujet. Depuis les élections de 1980, qu'est devenue l'inflation que le premier ministre (M. Trudeau) avait promis de juguler? Le taux d'inflation est passé de 9.4 à 11.4 p. 100. A l'époque des élections de 1980, le taux de chômage était de 13 p. 100. Aujourd'hui, en chiffres réels, si l'on tient compte de tous les Canadiens et Canadiennes qui devraient figurer dans les statistiques officielles, mais qui n'y sont pas pour des raisons d'ordre technique, le chômage est passé à 15 p. 100. En 1980, les taux d'intérêt hypothécaires étaient de 13.5 p. 100; aujourd'hui, ils sont de 18.5 ou 19 p. 100.

Je tiens à rappeler que nous devons nous attaquer aux graves problèmes fondamentaux de notre économie. Quand les libéraux ont été élus en 1980, le déficit de notre balance commerciale au chapitre des biens manufacturés était inférieur de 3.6 milliards de dollars à celui que nous connaissons aujourd'hui. Sur le plan humain, cette augmentation de 3.6 milliards de dollars du déficit du commerce des biens manufacturés représente la perte de centaines de milliers d'emplois.

La vérité, c'est que la politique économique internationale que le Parti libéral suit depuis des années a provoqué une catastrophe nationale sur le plan économique et une tragédie humaine pour tous les Canadiens. Dans le cadre de la situation actuelle, et après avoir perdu 235,000 emplois dans le secteur de la fabrication entre le mois d'août et la fin du mois de décembre de l'an dernier, nous bissons depuis des années un gouvernement libéral qui s'appuie entièrement sur une seule politique fondamentale concernant la croissance économique de notre pays.

Cette politique revêt deux aspects. D'une part, elle prétend que nous sommes un pays qui possède des ressources presque illimitées, depuis la Colombie-Britannique, à l'Ouest, jusqu'à Terre-Neuve à l'Est, et notamment—mais pas exclusivement—dans les régions septentrionales de nos provinces. Le parti libéral a compté sur l'écoulement de ses ressources pour créer des emplois et stabiliser notre balance des paiements. Toute étude sérieuse de la politique du gouvernement libéral, depuis C.D. Howe jusqu'à l'heure actuelle, prouve le bien-fondé de cet argument. L'arrière-pays riche en ressources du Canada, comme le considéraient les députés libéraux, ne devait être rien de plus aux yeux du reste du monde. Nous devons fournir les ressources, les autres devaient fabriquer les biens et nous les revendre.

Selon l'autre volet de la politique économique libérale, il nous fallait une certaine industrie de fabrication; même les libéraux s'en sont rendu compte. Après la guerre, les libéraux ont créé, sur l'initiative gouvernementale mais pas exclusivement dans le secteur public, un secteur de la fabrication bien canadien et très dynamique. Au lieu de profiter de la base établie grâce à cet effort de guerre du gouvernement, le gouvernement s'est appuyé sur ce que j'appelle le deuxième pilier de la politique économique libérale, qui marche de pair avec la liquidation de nos ressources, c'est-à-dire qu'il a encouragé des filiales de sociétés internationales à venir créer une industrie de fabrication dans notre pays. Nous savons ce que cela donne. Je ne veux pas m'arrêter aux généralités aujourd'hui, mais parler plutôt des effets concrets de cette structure, de la façon dont elle croule, de ce qu'elle entraîne à nos yeux et des raisons pour lesquelles nous devrions réagir.

● (1430)

Qu'est-il arrivé par suite de cette décision fondamentale après la guerre? Des filiales peu productives se sont établies. Les activités de recherche et de développement n'ont pas été menées ici. On n'a pas cherché des marchés mondiaux. Qu'en est-il résulté en cette année où nous connaissons la crise économique la plus grave depuis la grande dépression? Qu'en est-il résulté du côté de l'industrie manufacturière? Je rappelle à la Chambre que le secteur manufacturier est absolument crucial en matière d'emploi. Même si le secteur des services s'est accru, non seulement au Canada mais dans les autres pays industrialisés, de façon disproportionnée par rapport au secteur manufacturier, la réalité économique, c'est que le secteur des services prend de l'expansion en fonction du secteur manufacturier. S'il n'y a pas de croissance dans l'industrie manufacturière d'abord, il n'y en a pas plus dans le secteur des services connexes.

Rien que dans la dernière année, nous avons pu voir les résultats de la politique économique désastreuse des libéraux. En effet, nous avons connu un déséquilibre de 21 milliards de dollars dans la balance commerciale des produits manufacturés. Cela représente non pas des centaines mais bien des milliers de dollars par habitant. Sur le plan humain, cela signifie la perte de centaines de milliers d'emplois dans l'industrie manufacturière, emplois dont nous avons besoin au Canada même. Nous devrions exploiter nos propres ressources, tant humaines que matérielles, pour créer des emplois ici. L'an dernier, le déficit global de la balance des paiements dépassait 9 milliards de dollars.

Quels sont les effets d'une situation pareille? Comme je l'ai déjà dit, il y a 1.8 million de chômeurs. La valeur du dollar canadien a chuté à cause du déséquilibre constant et croissant de notre balance des paiements. La politique gouvernementale a aussi fait grimper l'inflation. Ce qui est plus important, toutefois, du point de vue de la structure de l'économie, c'est que ce déséquilibre est tel qu'il ne laisse pratiquement aucune liberté d'action au gouvernement canadien. Nous dépendons tellement des produits manufacturés importés que, pour stimuler l'économie, le gouvernement doit offrir d'importantes réductions d'impôt qui, dans certaines circonstances et notamment à l'heure actuelle, conviendraient mieux à une économie industrielle forte.

Si on accorde, dans notre pays, des réductions fiscales tellement importantes, il va s'ensuivre qu'environ 40 p. 100 de l'argent remis en circulation par l'intermédiaire des contribuables va sortir du pays pour acheter davantage de biens importés, ce qui ne fera qu'aggraver le déficit de notre balance des paiements. Tel est le cercle vicieux dans lequel la mauvaise gestion du gouvernement libéral nous a enfermés.

Devant cette réalité, cette préoccupation sincère, ainsi que—je pense—le sens du réalisme qui animent nos concitoyens, le gouvernement canadien devrait faire front au lieu de se détourner de nos concitoyens comme il l'a fait quand la pilule a été un peu dure à avaler avec le Programme énergétique national. Il devrait leur expliquer les véritables raisons à l'origine de nos difficultés. Nous avons affaire à une économie déséquilibrée, déséquilibrée dans la mesure où ce sont nos ressources qui assurent notre subsistance et que nous les bradons et les épuisons trop rapidement. C'est ce que nous faisons depuis des années. Notre pays est obligé d'importer beaucoup trop de